

RETRAITE DES IEG
FO ÉNERGIE APPELLE À AMPLIFIER
LE RAPPORT DE FORCE !!!

Depuis plusieurs semaines, les citoyens, salariés et Agents des Industries Electriques et Gazières se mobilisent pour demander le retrait du projet de réforme des retraites et de suppression de notre régime spécial.

Cette mobilisation est exemplaire par les taux de grévistes, le nombre de manifestants, mais aussi par la sérénité et la détermination de toutes et tous.

En réponse, ce qu'il devient difficile d'appeler le Gouvernement et sa pseudo majorité s'entêtent. La fin des régimes spéciaux dont le nôtre qui s'autofinance et l'allongement de la durée du travail à 64 ans ne reposent que sur un dogme ultralibéral et antisocial.

Droits dans leurs bottes, hermétiques, peu importe le risque de fracture qu'ils font courir à la nation.

Il est intéressant de porter un regard sur nos voisins européens puisque nous sommes davantage dans le Benchmark antisocial que dans la sauvegarde du système français.

Les Suédois qui sont passés à 65 ans, il y a 20 ans, le résumant parfaitement : c'est un échec. Beaucoup de Suédois trouvent que c'est trop dur, trop pénible et l'âge réel de la retraite effective est de 62 ans chez eux ! Ce que produit cette réforme, ce sont des pensions plus basses et davantage de pauvreté chez leurs aînés. En 2018, le calcul rétrospectif est le suivant : plus de 72 % des hommes et 92 % des femmes ont vu leur pouvoir d'achat chuter.

« Ce projet de Société, on n'en veut pas ».

Il n'est justifié économiquement que par un dogme qui consiste à ne pas remettre en question le partage de la richesse créée. Aujourd'hui, 1 salarié produit 3 fois plus de richesses qu'il y a 50 ans.

Ce projet ne règle rien et surtout pas la situation injuste que subisse un trop grand nombre de femmes ni les questions du maintien dans l'emploi pour les salariés séniors. Pire, il accentue les injustices.

Réunie en Bureau Fédéral le 14 février 2023, FO Énergie et Mines appelle l'ensemble de ses syndicats à poursuivre et intensifier le travail d'explication à l'égard des personnels, de la population et des Députés et Sénateurs de tous bords qui ont le pouvoir de mettre fin à cette page sombre et d'envoyer un formidable message de justice sociale et de respect à l'égard du peuple qui leur demande de ne pas les condamner à « deux ans ferme ».

Au-delà des actions déjà engagées dans certains secteurs tels qu'à Storengy, et de la journée de mobilisation, manifestations, grèves, du jeudi 16 février, Le Bureau Fédéral FO Énergie et Mines demande à ses syndicats de répondre à l'appel de l'intersyndicale du 7 mars et de faire « entreprise morte ».

FO Énergie propose à ses structures de mettre en débat dans leurs Assemblées générales la question de l'intensification du mouvement par la reconduction dès le 8 mars.

